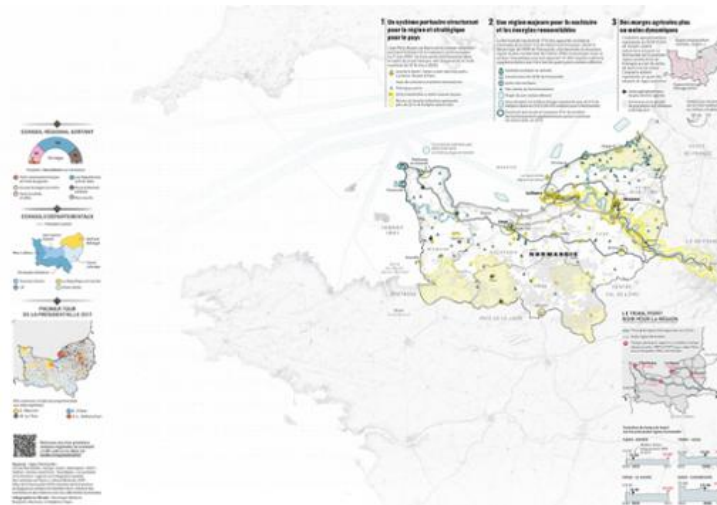


Normandie Des oppositions fragmentées face au sortant centriste



○

Gilles Triolier

Hervé Morin (Les Centristes) peut compter sur ses soutiens à droite contre la majorité présidentielle, qui tente de s'imposer

ROUEN - correspondance

C'est un fait : le contexte sanitaire et la difficulté à faire campagne avantagent les élus en poste, bien identifiés. Mais n'allez pas titiller Hervé Morin en lui parlant d'une prime automatique au sortant et d'un scrutin régional qui serait déjà dans la poche. « *Ah ! C'est nouveau ça ! Ceux qui ont gagné d'avance vivent parfois de graves désillusions. J'en ai connu un récemment, il s'appelait Alain Juppé, vous vous souvenez...* », ironise le président (Les Centristes) de la région Normandie, candidat à sa réélection en juin à la tête d'une liste alliant le centre et Les Républicains (LR). Prudent, il admet tout de même préférer « *être là qu'ailleurs* ».

Sa place, pour l'heure, est celle de favori, clairement en tête des derniers sondages. Lui qui, en 2015, avait terminé au coude-à-coude, à près de 28 % des voix au premier tour, avec le candidat frontiste, lors de la première élection post-réunification de la Normandie. A l'issue d'une triangulaire au second tour, le centriste, 59 ans maintenant, n'avait devancé son adversaire socialiste que de 4 700 voix à peine.

Dans la dernière enquête d'opinion, publiée le 19 avril et réalisée par l'IFOP pour Europe 1 et *La Tribune*, l'ancien ministre de la défense sous Sarkozy est, cette fois, crédité de 31 % des intentions de vote au premier tour, cinq points devant la liste du Rassemblement national (RN), menée une fois encore par le député européen Nicolas Bay, pourtant en disgrâce en 2020, à la suite de son éviction par Marine Le Pen de la commission d'investiture du RN – « *Une surinterprétation* », argue le candidat d'extrême droite.

« Le RN est une vraie menace »

Cette marge, sur le papier, n'a guère incité Hervé Morin à troquer trop vite son costume de président pour celui de candidat, statut qu'il vient seulement d'officialiser mardi 4 mai. « *Il n'a aucun intérêt à lancer trop tôt une bataille qui ne rapporte rien* », pose le politologue caennais Christophe Boutin, qui juge ce scrutin normand sans « *grands enjeux politiques* », aucun des sept candidats ne montrant la moindre velléité nationale.

Si M. Morin peut jouer la montre, le RN, lui, ne semble même pas contraint de mener campagne sur les terres normandes où, malgré ses vingt et un conseillers régionaux, il s'est fait très discret ces cinq dernières années. Sur les réseaux sociaux, Nicolas Bay se contente de nationaliser l'enjeu et de parler insécurité, islam et attentats. « *Ce serait présomptueux de dire qu'on va l'emporter, mais le jeu est ouvert car la gauche est affaiblie et beaucoup d'électeurs de droite sont déboussolés* », estime le quadragénaire, même si l'issue d'une potentielle triangulaire – voire quadrangulaire – à venir reste souvent peu favorable au parti de M^{me} Le Pen.

« *Je l'entends sur les marchés : le RN est une vraie menace et il y aura de mauvaises surprises* », pressent la candidate et sénatrice UDI de l'Orne, Nathalie Goulet, seule postulante originaire de l'ex-Basse-Normandie. Une spécificité révélatrice, selon elle, « *d'une supériorité de l'ancienne Haute-Normandie qui s'affirme* », portée, de fait, par deux poids lourds politiques, Edouard Philippe au Havre et le socialiste Nicolas Mayer-Rossignol à Rouen. Depuis quelque temps, ces deux-là s'accordent très bien sur la nécessité d'un axe politique et économique fort le long de la Seine.

Affaiblie, la gauche normande ? Elle se présente, en tout cas, dangereusement fragmentée pour espérer reconquérir la région et le département de Seine-Maritime, perdus en 2015. Sauf revirement de dernière minute, encore envisageable bien que mal engagé, la gauche avancera en ordre dispersé les 20 et 27 juin. D'un côté, l'alliance entre le Parti socialiste (PS) et Europe Ecologie-Les Verts (EELV) – ainsi que quelques partis satellites – emmenée par une nouvelle tête, Mélanie Boulanger, maire PS de Canteleu et vice-présidente de la Métropole Rouen Normandie. Crédité de 16 % des intentions de vote d'après le dernier sondage IFOP, la quadragénaire, estimant son duo « *seul à même de challenger Hervé Morin* », devra combler un déficit de notoriété. De l'autre, le tandem formé par le Parti communiste (PCF) et La France insoumise, rejoint par le Parti radical de gauche. L'attelage est conduit par le député PCF de Dieppe Sébastien Jumel, qui fait « *le pari d'être le premier à gauche* » au soir du 20 juin. Le parlementaire oscille entre 11 % et 14 % des intentions de vote, selon les études d'opinion. « *Globalement, la gauche totalise potentiellement un quart des voix au premier tour, ce qui ne devrait pas être suffisant pour créer un différentiel avec Hervé Morin* », analyse le politologue Christophe Boutin. « *Ils ont quand même une carte à jouer avec la possible dispersion des voix centristes, du fait de la candidature de La République en marche [LRM]* », argue, pour sa part, l'universitaire rouennais Arnaud Brennetot.

Il n'empêche que cette « carte » aurait été plus facile à jouer dans le cadre d'une large union dès le premier tour. On avait pourtant cru un rapprochement possible lors d'âpres tractations menées ces derniers mois, mais il a volé en éclats lors de l'officialisation du partenariat PS-EELV, début avril. « *Un cadeau à Morin, à Bay, et un accord dicté par les états-majors parisiens qui met fin à toute perspective de gagner la région et le département de Seine-Maritime* », tacle Sébastien Jumel, par ailleurs proche de Jean-Luc Mélenchon. « *Nos militants ont dit non à une écrasante majorité au profil de M. Jumel, pronucléaire, proglyphosate* », insiste, de son côté, l'écologiste Laetitia Sanchez, binôme de Mélanie Boulanger. L'enjeu de la tête de liste, revendiquée à la fois par le PCF et le PS, a également crispé les débats. Tout comme la question du leadership politique à gauche en vue de la présidentielle de 2022, les socialistes semblant peu enclins à servir les ambitions de La France insoumise. Et on assiste aujourd'hui à ce dialogue de sourds où chacun appelle vainement l'autre à le rejoindre, tout en se rejetant mutuellement la faute. Peut-être reste-t-il une mince chance d'accord sur l'autel d'une possible victoire aux élections départementales en Seine-Maritime, qui auront lieu en même temps que les régionales. Il y a six ans, ce département avait basculé à droite de justesse. Et cette même droite repart, elle, unie au combat, avec la particularité d'être rangée derrière un président LRM, Bertrand Bellanger.

« Candidature de neutralisation »

Se présentant comme la « *seule nouveauté* » de ces régionales, la liste estampillée majorité présidentielle est portée par Laurent Bonnaterre. Cet ancien socialiste désormais officiellement sans étiquette, mais rattaché au mouvement Territoires de progrès, l'aile gauche de la macronie, a été poussé par Edouard Philippe et Sébastien Lecornu, ancien premier ministre et actuel ministre des outre-mer, ex-LR normands désormais ralliés à la cause macroniste. Inconnu au plan national, Laurent Bonnaterre, maire de Caudebec-lès-Elbeuf, près de Rouen, ne l'est pas dans le sésail politique local : il fut directeur de cabinet de Laurent Fabius à l'époque où celui-ci dirigeait l'agglomération rouennaise, avant de quitter le PS avec pertes et fracas, en 2019. Crédité de 13 % des intentions de vote dans le dernier sondage de l'IFOP, le quadragénaire peut jouer les trouble-fêtes. « *Une candidature de neutralisation faite pour prendre des voix à Morin* », avance le spécialiste en géographie politique Arnaud Brennetot. Maintien au second tour afin de faire entrer la majorité présidentielle dans l'opposition à la région ? Ou, au contraire, fusion avec le candidat centriste pour intégrer l'exécutif régional ? Toutes les options sont sur la table, et même un éventuel rapprochement avec la liste UDI dès le premier tour.

Si Edouard Philippe s'est affiché aux côtés de Laurent Bonnaterre en début d'année, il reste désormais muet. Un soutien minimaliste peu surprenant vu ses ambitions nationales et, surtout, sa position d'équilibriste entre des élus de sa majorité municipale havraise, à la fois présents sur la liste Bonnaterre et sur la liste Morin, à commencer par son premier adjoint LR. En Normandie comme ailleurs, l'irruption macroniste a fragmenté la droite. Un schéma très visible dans le département de l'Eure où Sébastien Lecornu, le véritable patron, passé de LR à LRM, n'en finit plus d'éparpiller la droite locale « *façon puzzle* ».

Particulière et virtuelle, la campagne reste pour l'instant atone en Normandie. Mais les angles d'attaque se profilent doucement, tel le sujet du ferroviaire et notamment l'imparfaite liaison Paris-Rouen-Le Havre, éternel point noir. « *Hervé Morin a mis beaucoup d'argent, mais de façon inefficace* », grince Mélanie Boulanger. « *Qu'ont fait les socialistes en vingt ans ? Rien. Maintenant, on a de nouveaux trains et la ponctualité s'est améliorée* », répond en écho le centriste, prêt « *à défendre [son] bilan* ». La bataille ne fait que commencer.